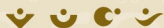


JAGA



Les Journées Annuelles de
la Gouvernance en Afrique

L'AFRIQUE RÉINVENTE SA GOUVERNANCE

Afrique horizon 2060

Que veut être et devenir l'Afrique?

Comment veut-elle se gouverner?

**Synthèse et
déclaration**

Conférence de Praia
9-12 juillet 2012

Remerciements

L'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique et tous les participants remercient vivement toutes les personnes et organisations qui ont contribué, par leur soutien, à la préparation et à la tenue de la conférence :

- La Présidence de la République du Cap-Vert
- L'Assemblée nationale de la République du Cap-Vert
- Le gouvernement de la République du Cap-Vert, à travers le Ministère des affaires extérieures, particulièrement la Cellule Nationale de la CEDEAO, le ministère de la culture et l'Unité de Coordination de la Réforme de l'État
- La Municipalité de Praia
- La Fondation Amilcar Cabral
- La Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme
- L'African Innovation Foundation
- Le ministère français des Affaires étrangères, à travers la Mission de la Gouvernance démocratique, l'Ambassade de France à Praia et le Service de Coopération et d'Action culturelle à Praia.

Sommaire

I - Introduction.....	8
II - Déroulement de la conférence, principales conclusions et perspectives.....	12
II.1 Déroulement de la conférence.....	12
II. 2 Principales conclusions de la conférence.....	15
II. 3 Quelques perspectives : actions à mener et cadre de pilotage	19
II.3.1 Principales actions.....	19
II.3.2 Cadre de pilotage.....	24
III – Déclaration de Praia.....	25

I - Introduction

Une initiative fondée sur la conviction que l'Afrique dispose des atouts pour prendre son destin en main

Depuis les indépendances, l'Afrique n'a pas véritablement été maîtresse de son destin. Elle s'est trouvée, tout au long de la guerre froide, ballottée entre blocs politiques antagonistes puis, dans certains cas, pratiquement mise sous tutelle et mise en demeure de se conformer à des doctrines politiques ou économiques imposées de l'extérieur. Aujourd'hui elle est marginalisée dans les relations internationales tant au plan économique qu'au plan politique. Faute de trouver dans leur pays ou sur le continent des perspectives qu'ils jugent dignes de leurs aspirations, bien des jeunes, en particulier les mieux formés, continuent à fuir le continent, le privant des talents et des créativité qui lui sont si nécessaires.

Mais l'Afrique se trouve à un tournant de son histoire politique, économique et sociale. Malgré le bilan contrasté de la construction de l'État et des sociétés, bilan qui rappelle le long chemin à parcourir pour l'émergence économique, politique et sociale du continent, l'Afrique dispose de nombreux atouts pour répondre aux attentes de ses peuples et compter davantage dans le monde. La démocratie s'y consolide inéluctablement, renforcée par les processus de décentralisation et par des sociétés civiles qui contribuent fortement

à améliorer la gouvernance des États; d'immenses réserves de ressources naturelles y sont encore inexploitées; l'accroissement rapide de la population en fait un marché d'avenir; les processus d'intégration régionale contribuent à relever les exigences de bonne gouvernance et à l'édification de marchés communs; l'évolution des relations économiques internationales, avec l'émergence de nouvelles puissances, élargit ses marges de négociation sur les marchés mondiaux et ouvre des opportunités pour une rénovation de la régulation des rapports mondiaux.

Une contribution pour une Afrique effectivement indépendante à l'horizon 2060

Pour faire de tous ces atouts des facteurs de réussite effective, l'Afrique a besoin d'un sursaut collectif, de cesser de « *dormir sur la natte des autres* », pour reprendre l'expression du célèbre historien Joseph Ki Zerbo. Certes, partout dans le monde, la construction de nations modernes et la définition de stratégies de développement ont pris beaucoup de temps. Et l'Afrique n'échappe pas à cette règle. Mais, loin d'être un continent de désespérance, elle recèle une jeunesse ardente et des ressources culturelles et intellectuelles qui la mettent en capacité d'émerger au 21^e siècle avec sa propre vision du monde, sa propre conception de la gouvernance, son propre itinéraire de développement.

Prenant prétexte de la célébration du cinquantenaire des indépendances dans beaucoup de pays africains, l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique (ARGA) a estimé nécessaire d'aller au-delà des festivités et des bilans ; elle a décidé de consacrer une réflexion à l'avenir du continent, en invitant tous les acteurs, africains et non africains, convaincus que l'Afrique peut prendre son destin en mains, à s'associer à une initiative qui vise à tracer les contours d'une nouvelle prospective politique, économique, sociale et culturelle capable de mettre enfin le continent sur le chemin de l'émergence, à construire un projet pour les cinquante prochaines années, afin que le centenaire, symbolique, des indépendances soit célébré sous le sceau d'une véritable indépendance.

L'Initiative *Afrique Horizon 2060* est ainsi conduite à travers une série de quatre conférences menées successivement sur les thèmes suivants, jugés essentiels pour l'avenir de l'Afrique :

- une Afrique qui réinvente sa gouvernance (Praia, Cap Vert - 2012)
- *une Afrique qui réinvente son économie (2013)*
- *une Afrique qui renégocie sa place dans le monde (2014)*
- *un projet pour 2060 (Addis-Abeba, Éthiopie, 2015)*

II - Déroulement de la conférence, principales conclusions et perspectives

II.1 Déroulement de la conférence

La conférence a enregistré la participation de 93 personnes venant de 30 pays. Toutes les régions du continent étaient représentées ainsi que la Diaspora et des amis de l'Afrique : Maroc, Algérie, Tunisie, Sénégal, Mali, Burkina-Faso, Cameroun, Gambie, Bénin, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Nigéria, Togo, Tchad, République Démocratique du Congo, Zambie, Afrique du Sud, Guinée-Bissau, Botswana, Kenya, Sao-Tomé et Principe, Gabon, Angola, Cap-Vert, France, Italie, États-Unis et Portugal.

Les participants appartenaient aux milieux socioprofessionnels suivants : universitaires-chercheurs, ONG, États (fonctionnaires et autres), élus (députés et élus locaux), membres de fondations privées, secteur privé, étudiants, organisations internationales (Conseil de sécurité des NU et PNUD), religieux et traditionalistes, médias, étudiants, militaires, partenaires au développement, etc...

La diversité territoriale et socioprofessionnelle des participants a été reconnue comme un facteur de légitimation des résultats de la conférence. Les débats se sont surtout déroulés dans une ambiance d'écoute, de res-

pect mutuel et de quête permanente de la construction d'une intelligence collective sur des sujets très complexes et souvent polémiques.

La cérémonie officielle d'ouverture a eu lieu dans la salle de plénière de l'Assemblée nationale, sous la présidence effective du Président en exercice de la République du Cap-Vert et en présence de son prédécesseur, actuel président de la Fondation Amilcar Cabral et lauréat du prix Mo Ibrahim de la gouvernance. Ce symbole légitimait le choix du Cap-Vert en ce qu'il était l'illustration parfaite d'une démocratie apaisée, habituée aux alternances pacifiques. Sous ce rapport, le discours du Président en exercice a beaucoup insisté sur le processus historique de construction de la nation cap-verdienne, facteur explicatif des progrès accomplis par ce pays en matière de régulation du vivre-ensemble et de gouvernance. La cérémonie d'ouverture a été rehaussée de la présence de 4 ministres venant du Sénégal, du Burkina-Faso, de la Guinée et du Togo ainsi que d'ambassadeurs et de chefs d'organisations internationales présentes au Cap-Vert.

La cérémonie d'ouverture a été suivie des travaux en ateliers étalés sur quatre (4) demi-journées. La conférence était axée autour de dix propositions regroupées dans les cinq ateliers suivants :

- Atelier 1 : Fonder le "vivre ensemble" au sein des sociétés autour de valeurs et de principes partagés
- Atelier 2 : Tirer le meilleur de la tradition et de la modernité

- Atelier 3 : Refonder l'État africain postcolonial par la décentralisation et l'intégration régionale
- Atelier 4 : Promouvoir une gestion adaptée et inclusive des affaires publiques
- Atelier 5 : Construire une sécurité pour tous

Les travaux de chaque atelier étaient guidés par une note introductive présentant de façon synthétique le thème et quelques grandes questions à débattre et que les participants avaient la liberté d'amender. Ces notes ont été faites sur la base de trois types de ressources : les contributions que certains participants avaient envoyées avant la conférence (une trentaine), des documents et travaux de recherches et des documents de politiques publiques rassemblés par l'ARGA. Chaque atelier avait reçu le mandat de préparer sur le thème en discussion un compte-rendu comportant :

- les grands enjeux et défis
- les tendances d'évolution des prochaines décennies
- les atouts du continent
- les objectifs stratégiques à atteindre et quelques actions structurantes
- les rôles et responsabilités des acteurs

En collaboration avec les Municipalités de Praia et de Cidade Velha et le ministère de la culture du Cap-Vert, une matinée de visite a été organisée à Cidade Velha, site historique de l'esclavage.

La dernière journée de la conférence était consacrée, d'une part à la restitution en plénière des travaux des ateliers, restitution suivie d'un débat général et, d'autre part, à la cérémonie officielle de clôture qui a été présidée par le Président de l'Assemblée Nationale du Cap-Vert, en présence du Maire de Praia et de l'ancien Président de la République et actuel président de la Fondation Amilcar Cabral.

II. 2 Principales conclusions de la conférence

Les débats ont révélé la pertinence du thème de la conférence et des propositions qui ont structuré les ateliers. Ils ont particulièrement insisté sur la nécessité d'une approche systémique de la problématique du développement de l'Afrique et l'exigence de relier les thèmes, les acteurs et les échelles de gouvernance.

La Déclaration finale reprend un certain nombre de constats et dégage des pistes pour l'avenir ; aussi, elle se présente plus comme un véritable manifeste que comme une déclaration classique.

Les principaux constats sont les suivants :

- « La prise en compte de **la gouvernance comme étant à la fois la source et la solution** des crises multiformes, politiques, sociales, économiques, que connaît le continent africain.

- La nécessité pour le continent de se doter d'une **vision endogène, globale et à long terme de sa gouvernance**, et la traduction de cette vision dans un **projet partagé et inclusif** de tous les acteurs de la société.

- La nécessité pour l'Afrique non seulement de **participer activement au processus de mondialisation, mais aussi d'en partager le leadership**, en s'appuyant sur ses innombrables atouts (des ressources humaines, notamment une jeunesse mieux formée, des ressources naturelles immenses, des sociétés civiles de mieux en mieux organisées et entreprenantes, une volonté politique des institutions en général, des États et des organisations d'intégration régionale en particulier, d'améliorer leur fonctionnement, de renforcer leurs capacités au service des citoyens).

- La nécessité pour les sociétés africaines de **définir, formaliser et mieux promouvoir les valeurs et les principes partagés** qui doivent fonder les relations entre les individus et entre les communautés, les modalités de dévolution, d'exercice et de contrôle du pouvoir au service de l'intérêt général, ainsi que les modalités d'allocation et de partage équitable des ressources et richesses; ces modalités de régulation des affaires publiques doivent tenir compte de

l'environnement de pluralisme normatif, institutionnel et social et inclure les modes traditionnels de régulation dans un projet, non pas passéiste, mais de modernité maîtrisée

- La nécessité de **s'appuyer stratégiquement sur les processus de décentralisation**, considérés non pas comme de simples réformes administratives, mais comme un projet éminemment politique de refondation des États, qui renforce leur légitimité et leur efficacité, et assure une meilleure régulation de la diversité naturelle des sociétés.

- La nécessité de **renforcer les processus d'intégration régionale** en valorisant la complémentarité entre les dynamiques institutionnelles et intergouvernementales et les dynamiques sociales à la base pour faire de l'intégration un facteur de développement, de paix et de sécurité, de renforcement des États et d'intégration de l'Afrique dans le monde.

- L'importance de **l'utilisation des langues africaines** dans les systèmes éducatifs, institutionnels et administratifs.

- La nécessité de **construire la vision et le projet africain de gouvernance avec les partenaires de l'Afrique** ».

Les lignes directrices d'une stratégie de refondation effective de la gouvernance en Afrique ont été identifiées en tenant compte du contexte actuel et des perspectives d'évolution :

1. **le partenariat multi-acteurs** doit être le moteur de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques publiques et le cadre légal et institutionnel ainsi que les mécanismes de participation citoyenne et de dialogue entre tous les acteurs doivent être renforcés à toutes les échelles, locale, nationale, sous-régionale, continentale et internationale
2. **l'éducation et le renforcement de la conscience et des valeurs citoyennes** sont les leviers pour garantir la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers ou de groupe, de la démocratie et de la cohabitation pacifique des communautés humaines
3. les forces de défense et de sécurité des États doivent être **des forces républicaines, des acteurs du développement** qui protègent la sécurité humaine dans un cadre qui **promeut une approche et une gouvernance partagée de la sécurité**
4. **les processus constitutionnels** doivent être plus inclusifs et faire émerger de meilleures modalités de régulation du pouvoir politique et de prévention et de règlement des crises
5. **les institutions d'intégration régionale** doivent poursuivre leurs efforts en vue de **construire** une vision et un projet d'intégration régionale qui promeut une citoyenneté régionale effective, territorialise et socialise davantage les politiques communautaires, renforce leurs capacités

d'anticipation et de pro-activité avec les autres acteurs pour prévenir les conflits et assurer la sécurité

6. **les États** doivent valoriser **l'utilisation des langues nationales**, renforcer et approfondir les processus de décentralisation dans une vision partagée avec les collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs locaux
7. **la Diaspora africaine** doit participer activement à l'œuvre de refondation de la gouvernance en Afrique.

II. 3 Quelques perspectives : actions à mener et cadre de pilotage

L'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique a reçu mandat de proposer aux participants un plan d'actions à partir des lignes directrices retenues dans la Déclaration finale et des objectifs stratégiques et actions structurantes proposés par les ateliers. Ce plan définit les principales actions envisagées et les outils pour les partager et les mettre en œuvre ainsi qu'un cadre de pilotage des suites de la conférence.

II.3.1 Principales actions

1 - Élargir et renforcer un réseau d'échange d'expériences et de partage des initiatives de refondation de la gouvernance en Afrique

Les participants ont considéré que si la conférence était un événement circonstanciel, le dialogue qu'elle a permis d'entreprendre devrait être pérennisé dans un cadre et sous des formes à définir et étendu à tous les acteurs intervenant dans le champ de la gouvernance. L'utilisation des nouvelles technologies devraient être maximisée en raison de la vocation continentale de l'initiative. Les actions précises envisageables de ce point de vue sont :

a) **la création d'une banque ou plate-forme virtuelle d'échange et de valorisation d'expériences en matière de gouvernance** ; il s'agit notamment d'enrichir le site des JAGA pour permettre à tous les participants et à toute personne ou organisation intéressée de partager ou de trouver dans un même espace des expériences relatives aux thèmes des JAGA ; cette banque pourra être enrichie par les partenariats que les participants auront noués à la suite de la conférence et par un suivi régulier des initiatives des institutions (États, collectivités territoriales, coopération au développement, institutions d'intégration régionale) et des autres acteurs sociaux.

b) **la création d'un espace de dialogue continu** sur les thèmes de la conférence, notamment par la mise en place d'un blog dédié accessible à partir du site des JAGA.

c) **la création de bulletins de diffusion d'informations** sur les suites des JAGA et sur la préparation de l'édition de 2013 ; il s'agit à la fois de mettre en valeur la liste de diffusion de l'ARGA qui comprend près de 2000

contacts, mais aussi les contacts des participants ; ce bulletin de diffusion contiendrait des informations sous format de textes et des ressources vidéos.

2 - Promouvoir ou renforcer des initiatives sur les thèmes prioritaires identifiés par la conférence

La conférence a permis d'identifier des thèmes prioritaires qui seront déterminants pour l'avenir de l'Afrique. Les participants peuvent dans le cadre d'initiatives existantes ou de nouvelles initiatives, élaborer des propositions ou des projets de refondation de la gouvernance. Liberté leur est laissée pour définir ces initiatives, mais ils en informeront dans toute la mesure du possible le cadre de pilotage des suites de la conférence pour en assurer la diffusion et la prise en compte dans toutes les étapes de l'initiative Afrique Horizon 2060. Parmi les thèmes prioritaires, figurent à titre illustratif et non exhaustif :

- les partenariats multi-acteurs dans le cadre des politiques publiques (élaboration, mise en œuvre, contrôle, évaluation...)
- l'éducation à la citoyenneté et à la promotion des valeurs, la lutte contre la corruption...
- le rôle des forces de défense et de sécurité et la gouvernance partagée de la sécurité
- le constitutionnalisme et les constitutions comme outils de régulation de la diversité et du Pouvoir

- la socialisation et la territorialisation des politiques communautaires d'intégration régionale
- la promotion de la coopération transfrontalière, notamment en matière de services publics
- la valorisation des langues nationales dans les systèmes administratifs et dans les systèmes d'éducation et de formation
- la prise en compte du secteur privé dans la définition et la réalisation des enjeux de développement local ainsi que le développement de l'entrepreneuriat local.

Mandat est donné au cadre de pilotage, sur la base des informations fournies par les participants et de toutes recherches, pour identifier, centraliser et mettre à jour, pour chaque région, toutes les initiatives et déterminer les conditions de leur connexion avec l'initiative Afrique Horizon 2060.

3 - Développer le plaidoyer autour des résultats de la conférence et du projet Afrique Horizon 2060

Par l'origine socioprofessionnelle des participants, la conférence de Praia visait à toucher un maximum d'acteurs. Néanmoins, les conclusions et résultats doivent être à la fois enrichis et portés vers tous les milieux sociaux en Afrique et dans le reste du monde. Au-delà du portage auprès des acteurs accessibles aux participants, l'on a grandement insisté sur le portage politique

et la nécessité de rallier les espaces de décision aux conclusions des débats. Deux séries d'activités peuvent être menées :

- poursuivre le partenariat déjà engagé avec les autorités politiques présentes à la conférence, notamment avec la présidence de la République, le gouvernement et l'Assemblée Nationale du Cap-Vert, la Municipalité de Praia ainsi que les ministres du Sénégal, du Burkina-Faso, de la Guinée et du Togo et avec les acteurs de la coopération au développement
- informer et engager dans les suites de la conférence de Praia et dans la préparation de la deuxième conférence, d'autres acteurs institutionnels, particulièrement les institutions d'intégration régionale ou à vocation panafricaine ; l'ARGA cherchera particulièrement à mobiliser en ce sens les Présidents qui sont dans son réseau (Président en exercice et ancien Président du Cap-Vert, l'ancien Président de la Guinée-Bissau qui est président du Conseil de l'ARGA)

4 - Élaborer et publier, sous la forme d'un cahier de propositions, un document de capitalisation et de contribution de la conférence sur l'avenir de la gouvernance en Afrique

La richesse des débats justifie que les principales conclusions de la conférence ne soient pas seulement diffusées à travers un simple compte-rendu. De plus, il

est déjà possible d'anticiper sur le document de synthèse qui sera issu de la quatrième conférence prévue en 2015. Ainsi est-il proposé que soit élaboré avant la deuxième conférence, un document analytique de contribution de la première conférence sur l'avenir de la gouvernance en Afrique. Ce document sera présenté pendant la conférence de 2013 sous la forme d'un cahier de propositions.

II.3.2 Cadre de pilotage

Un comité de pilotage des suites de la première conférence est mis en place. Sous la coordination de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique, il est composé de cinq organisations représentant chacune une région du continent, d'un représentant de la Diaspora et d'un représentant des principaux partenaires. Ce comité reçoit mandat pour prendre toute initiative pouvant contribuer à la mise en œuvre du plan d'actions. Il procède à une évaluation périodique de l'état d'avancement des activités envisagées et peut, en fonction des moyens mobilisés, se réunir sur convocation de l'ARGA.

III – Déclaration de Praia

Organisée à l'initiative de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique, la première édition des Journées Annuelles de la Gouvernance en Afrique (JAGA) sur le thème de « l'Afrique réinvente sa gouvernance » s'est tenue à Praia (République du Cap-Vert) du 9 au 12 juillet 2012.

Cette première édition a inauguré un cycle de quatre conférences de réflexion prospective dont l'ambition est de contribuer à la prise en main de son destin par l'Afrique à l'horizon symbolique de 2060, centenaire des premières vagues d'indépendance. Elle a réuni des participants appartenant à divers milieux socioprofessionnels et provenant de toutes les régions d'Afrique et de la Diaspora ainsi que des amis de l'Afrique. Les objectifs de la conférence étaient de :

- contribuer à créer un espace durable d'échange, de valorisation et de mutualisation des expériences, réflexions et politiques publiques les plus innovantes en cours sur la gouvernance en Afrique;
- contribuer à une meilleure synergie entre les initiatives des institutions et les initiatives de la société civile;
- contribuer à une meilleure socialisation des politiques publiques en matière de gouvernance; élaborer des propositions et une stratégie multi-acteurs et

prospective pour permettre à l'Afrique de reprendre effectivement son destin en main; contribuer à la mise en place d'initiatives de refondation effective de la gouvernance.

Les débats ont porté sur des thèmes fondamentaux de la gouvernance : fonder le « vivre ensemble » au sein des sociétés autour de valeurs et principes partagés; tirer le meilleur de la tradition et de la modernité et admettre le pluralisme juridique; refonder l'État africain postcolonial par la décentralisation et l'intégration régionale; promouvoir une gestion adaptée et inclusive des affaires publiques; construire les conditions d'une paix et d'une sécurité pour tous.

Les débats ont permis aux participants de dégager des consensus forts sur les points suivants :

- La prise en compte de la gouvernance comme étant à la fois la source et la solution des crises multiformes, politiques, sociales, économiques, que connaît le continent africain;
- La nécessité pour le continent de se doter d'une vision endogène, globale et à long terme de sa gouvernance, et la traduction de cette vision dans un projet partagé et inclusif de tous les acteurs de la société;
- La nécessité pour l'Afrique non seulement de participer activement au processus de mondialisation, mais aussi d'en partager le leadership, en s'appuyant sur ses innombrables atouts (des ressources humaines, notamment une jeunesse mieux

formée, des ressources naturelles immenses, des sociétés civiles de mieux en mieux organisées et entreprenantes, une volonté politique des institutions en général, des États et des organisations d'intégration régionale en particulier, d'améliorer leur fonctionnement, de renforcer leurs capacités au service des citoyens);

- La nécessité pour les sociétés africaines de définir, formaliser et mieux promouvoir les valeurs et les principes partagés qui doivent fonder les relations entre les individus et entre les communautés, les modalités de dévolution, d'exercice et de contrôle du pouvoir au service de l'intérêt général, ainsi que les modalités d'allocation et de partage équitable des ressources et richesses; ces modalités de régulation des affaires publiques doivent tenir compte de l'environnement de pluralisme normatif, institutionnel et social et inclure les modes traditionnels de régulation dans un projet, non pas passéiste, mais de modernité maîtrisée;
- La nécessité de s'appuyer stratégiquement sur les processus de décentralisation, considérés non pas comme de simples réformes administratives, mais comme un projet éminemment politique de refondation des États, qui renforce leur légitimité et leur efficacité, et assure une meilleure régulation de la diversité naturelle des sociétés;
- La nécessité de renforcer les processus d'intégration régionale en valorisant la complémentarité entre les dynamiques institutionnelles et intergou-

vernementales et les dynamiques sociales à la base pour faire de l'intégration un facteur de développement, de paix et de sécurité, de renforcement des États et d'intégration de l'Afrique dans le monde;

- L'importance de l'utilisation des langues africaines dans les systèmes éducatifs, institutionnels et administratifs;
- La nécessité de construire la vision et le projet africain de gouvernance avec les partenaires de l'Afrique.

Partant de ces consensus, les participants, convaincus que leur rêve pour l'Afrique peut devenir une réalité :

- Considèrent que le partenariat multi-acteurs doit être le moteur de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques publiques et que le cadre légal et institutionnel ainsi que les mécanismes de participation citoyenne et de dialogue entre tous les acteurs doivent être renforcés à toutes les échelles, locale, nationale, sous-régionale, continentale et internationale;
- Considèrent que l'éducation et le renforcement de la conscience et des valeurs citoyennes sont les leviers pour garantir la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers ou de groupe, de la démocratie et de la cohabitation pacifique des communautés humaines;

- Considèrent qu'il est urgent et nécessaire de prendre les mesures pour faire des forces de défense et de sécurité des États, des forces républicaines, des acteurs du développement qui protègent la sécurité humaine et pour promouvoir une approche et une gouvernance partagée de la sécurité;
- Considèrent que les processus constitutionnels doivent être plus inclusifs, faire émerger de meilleures modalités de régulation du pouvoir politique et de prévention et de règlement des crises;
- Exhortent les institutions d'intégration régionale à poursuivre leurs efforts en vue de construire une vision et un projet d'intégration régionale qui promeut une citoyenneté régionale effective, territorialise et socialise davantage les politiques communautaires, renforce leurs capacités d'anticipation et de pro-activité avec les autres acteurs pour prévenir les conflits et assurer la sécurité;
- Exhortent les États à valoriser l'utilisation des langues nationales, à renforcer et à approfondir les processus de décentralisation dans une vision partagées avec les collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs locaux;
- Exhortent la Diaspora africaine à participer activement à l'œuvre de refondation de la gouvernance en Afrique;

Les participants s'engagent au sortir de la conférence à :

- Élargir et renforcer le réseau d'échange de leurs expériences et de partage de leurs initiatives de renforcement de la gouvernance en Afrique;
- Contribuer au plaidoyer, notamment envers les États et organisations d'intégration régionale, mais aussi auprès des organisations de la société civile et des populations, pour les inciter à tirer profit des travaux de la conférence;
- À œuvrer pour la poursuite et l'enrichissement des contributions au projet « Afrique Horizon 2060 ».

Les participants félicitent l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique et tous ses partenaires, africains et amis de l'Afrique, qui ont permis la tenue de la conférence et les exhortent à poursuivre le cycle de conférences.

Les participants remercient vivement la Fondation Amilcar Cabral et les autorités Cap-Verdiennes, particulièrement la présidence de la République, l'Assemblée nationale, le Gouvernement à travers le Ministère des Affaires extérieures, et la Mairie de Praia et les exhortent à être les relais du projet « Afrique Horizon 2060 » auprès de leurs pairs africains.

Fait à Praia le 12 juillet 2012



Participez en postant vos contributions sur le site :

jaga.afrique-gouvernance.net

Initiateur et organisateur de la Conférence



Alliance pour Refonder

la Gouvernance en Afrique - ARGA

Ouest Foire - Cité Douanes -

Villa n°13- 2F - Dakar - SÉNÉGAL

Tél: +221-33-820-15-81

site web : www.afrique-gouvernance.net

